Introduction d’une nouvelle taxe de 550% à la consommation de la bière au Burundi

PANA, 02 janvier 2017 Bujumbura, Burundi - Une nouvelle taxe majorÃ©e de 550% Ã la consommation de la biÃ¨re est entrÃ©e en vigueur, Ã compter de ce lundi, dans le cadre des mesures Ã©dictÃ©es par les brasseries et limonaderies du Burundi (Brarudi, filiÃ¨re hollandaise de la marque Heineken), "pour rentrer dans les coÃ»ts de production", a-t-on expliquÃ© Les plus pÃ©nalisÃ©s sont les amateurs de l'emblÃ©matique biÃ¨re nationale Â« Nyongera Â» (Donnez-moi une autre bouteille, en langue nationale, le Kirundi) qui ne bÃ©nÃ©ficiera plus d'un rÃ©gime de Â« taxation prÃ©fÃ©rentielle Â» du qu'elle Ã©tait la seule Ã Ãªtre constituÃ©e Ã 100% de matiÃ¨res premiÃ¨res locales, prÃ©cise un communiquÃ© de la Brarud Dans le dÃ©tail, le prix de Nyongera passe ainsi de 900 francs burundais (0,5 dollars amÃ©ricain) Ã 1.300 francs (0,8 dollars) la bouteille de 50 centilitres (50 cl), soit une hausse de la taxe de consommation de 550%, assume la Brarudi, face Ã la montÃ©e de la grogne dans les milieux des amateurs. Au moins six autres biÃ¨res ont Ã©tÃ© Ã©galement frappÃ©e de hausses de prix au dÃ©tail dans des proportions allant de 100 Ã 300 francs burundais, la bouteille, cette fois Â« compte tenu de l'augmentation des factures d'eau et d'Ã©lectricitÃ©, ceux du carburant, du malt et du houblon Â», s'est encore justifiÃ© le brasseur sans concurrent au Burundi. L'annÃ©e 2017 est gÃ©nÃ©ralement prÃ©sentÃ©e comme celle de Â« toute taxes Â» au Burundi du fait d'une mauvaise conjoncture Ã©conomique nationale et internationale. Des produits nouveaux, comme les vÃ©hicules Ã¢gÃ©s de plus de dix ans, les sachets en plastique, d'autres plus classiques, comme le lait importÃ©, la tÃ©lÃ©phonie mobile, le sucre, le carburant, les boissons et les peaux d'animaux ont Ã©tÃ© soumis Ã des tax dans des proportions allant de 10 Ã 50% Ã compter du 1er janvier. La part des aides financiÃ¨res extÃ©rieures attendues cette annÃ©e ne devrait pas dÃ©passer les 30% dans un pays habituÃ© Ã recevoir plus de 50% des financements de l'Ã©tranger, a dÃ©jÃ avisÃ© le ministre burundais des Finances, Donatien Ndihokubwayo. Le Burundi est obligÃ© de compte sur lui-mÃªme du fait d'une grave crise politique interne de bientÃ´t deux ans qui a fait fuir la plupart de ses partenaires techniques et financiers traditionnels.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});